

Pour enrayer la spéculation

Berne décide de laisser flotter le franc suisse

Chute brutale du dollar sur tous les marchés

LIRE PAGE 32

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry 5, rue des Italiens, Paris-IX* Directeur : Jacques Fauvet

0,80 F

Algérie, 0,80 DA; Maroc, 0,80 dir.; Tunisie, 80 m.; Allemagne, 0,80 DM; Autriche, 6 sch.; Belgique, 7 fr.; Canada, 40 c. cts; Danemark, 2,25 kr.; Espagne, 12 pes.; Grande-Bretagne, 10 p.; Grèce, 12 dr.; Iran, 25 rls; Italie, 150 l.; Liban, 100 p.; Luxembourg, 7 fr.; Norvège, 2 kr.; Pays-Bas, 0,75 fr.; Portugal, 8 esc.; Suède, 1,50 kr.; Suisse, 0,70 fr.; U.S.A., 50 cts; Yougoslavie, 6 din.

4411 des abonnements page 20

C.C.P. PARIS N° 4207-23
TELEPARIS N° 65572
Ad. télégr. : JOURMONDE-PARIS
Tél. : PRO. (770) 91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

« Un gouvernement de résignation » en Belgique

La crise politique s'achève en Belgique, où M. Leburton, reçu le lundi 22 janvier par le roi Baudouin, a pu se prévaloir de l'appui qui lui avait été assuré la veille par les congrès des trois grands partis du pays et annoncer la formation imminente de son cabinet. Le successeur socialiste de M. Eyskens est parvenu au terme d'une mission rendue plus difficile encore par sa qualité d'unilingue francophone. Les Flamands, majoritaires dans le pays, ont en effet accepté à contre-cœur que le chef du gouvernement belge ne parlât pas le néerlandais. L'issue d'une crise longue et confuse semble d'ailleurs beaucoup moins préoccuper le citoyen moyen que la grève des distributeurs d'essence qui paralyse peu à peu l'activité économique.

La nouvelle combinaison semble bien, selon le titre mardi, de « la Libre Belgique », un « gouvernement de résignation ». Pour satisfaire toutes les parties prenantes, il a fallu élargir l'équipe, qui comptera trente-six ministres et secrétaires d'Etat contre vingt-huit dans le cabinet sortant. Aucun candidat à un portefeuille n'a consenti à s'effacer pour faire place aux libéraux dans la coalition. La même politique de facilité a conduit à multiplier les concessions, notamment dans le domaine scolaire où le conflit entre l'enseignement officiel et l'école libre catholique menaçait de reprendre. Il faudra 11 milliards de francs belges (1 milliard 300 millions de francs français) pour faire face aux engagements pris, et l'on voit mal comment ces ressources pourront être dégagées sans impôts nouveaux.

M. Eyskens avait amorcé la réforme de la Constitution et la « régionalisation » de la Belgique sans disposer de la majorité des deux tiers nécessaire pour les scrutins décisifs. Les libéraux assurent cette majorité, mais la cohésion du gouvernement sur ses objectifs sera difficile à maintenir. Les Flamands n'ayant fait aucune concession, la ville de Bruxelles restera enserrée dans le « carcan » des dix-neuf communes actuelles et ne pourra pas s'étendre sur le territoire « flamand » qui l'entoure. Du même coup, le principal dirigeant politique de la capitale, M. Vanden Boeynants, est mis dans une position périlleuse, tandis que son rival, M. Simonet, ne peut que se féliciter de sa nomination à la Commission européenne qui l'éloigne pour un temps de la querelle.

En outre, le sort des Fourons, ces petites communes de l'Est que Flamands et Wallons se disputent, n'est toujours pas réglé.

Socialistes et libéraux, adversaires traditionnels, ne se sont guère rapprochés sur le fond pour gouverner ensemble. Les libéraux bruxellois, mécontents de la participation de leur formation, ont même décidé de quitter le parti. Seul le parti socialiste a conservé une certaine unité. Ses partenaires sont divisés en « altes » flamandes et francophones qui ne cessent de s'affronter.

En fait, le seul ciment du nouveau gouvernement est la crainte des élections. Les grands partis redoutent en effet, avec quelque raison, que la lassitude de l'opinion se traduise par d'importants progrès des formations de « contestation linguistique ».

La plupart des journaux belges estiment que, constitué dans ces conditions, le cabinet Leburton prend un fâcheux départ et se maintiendra avec peine. Toutefois, un certain nombre de précédents, dont, en 1961, l'alliance « contre nature » de MM. Lefèvre et Spaak ou, en 1968, le cabinet de « transition » de MM. Eyskens et Merlot, qui se maintient, en dépit des prophéties pessimistes, toute la législature, incitent à envisager avec prudence les chances du nouveau premier ministre belge.

MIS AU POINT PAR MM. KISSINGER ET LE DUC THO

L'accord de cessez-le-feu au Vietnam pourrait être paraphé mercredi à Paris

Le président Thieu interdit tout déplacement de réfugiés

MM. Kissinger et Sullivan pour la partie américaine, MM. Le Duc Tho et Xuan Thuy pour la partie nord-vietnamienne, se sont retrouvés, mardi 23 janvier à 9 h. 30, dans la salle de conférences de l'avenue Kléber à Paris, pour « parachèver » le texte de l'accord de cessez-le-feu. Quelque trente experts qui les accompagnaient avaient travaillé lundi pendant douze heures. M. Kissinger avait, dès son arrivée à Paris, rencontré M. Lam, ministre des affaires étrangères. De son côté, Mme Binh avait conféré avec les diplomates du Nord, et

M. Schumann a reçu mardi matin M. Vo Van Sung, délégué général de la R.D.V. en France.

M. Laird, secrétaire américain à la défense, a laissé entendre que l'accord pourrait être conclu mercredi. Le document serait paraphé par MM. Le Duc Tho et Kissinger et pourrait être signé en fin de semaine par les ministres des affaires étrangères des quatre parties. Cependant, l'arrivée de M. Nguyen Duy Trinh, chef de la diplomatie nord-vietnamienne, n'est pas

encore annoncée, pas plus d'ailleurs que celle de M. Rogers, secrétaire d'Etat américain. Il se confirme en tout cas que le cessez-le-feu ne ramènera pas le calme au Vietnam du Sud. C'est ainsi que le président Thieu interdira aux réfugiés de regagner leurs villages d'origine. Au Cambodge, d'autre part, aucun compromis n'est en vue entre les deux camps. Mais il paraît certain que la cessation des combats au Vietnam permettra une évolution pacifique au Laos, où les conversations de Vientiane piétinent depuis le 17 octobre.

Le Laos attend lui aussi la paix

De notre envoyé spécial PATRICE DE BEER

Vientiane. — « Si un cessez-le-feu intervient au Vietnam, il sera suivi, dans un délai de quinze jours à un mois, par un cessez-le-feu au Laos. » Cette opinion d'un observateur bien au fait des tractations qui se déroulent à Vientiane est presque unanimement partagée dans la capitale laotienne, bourgade poussiéreuse, assoupie sous le soleil sur les bords du Mékong. Le règlement du problème vietnamien aura des conséquences directes sur le règlement du problème laotien et le facilitera, nous a déclaré pour sa part M. Soth Péthrasy, qui dirige le bureau de Vientiane du Néo-Lao-

Haksat, plus couramment appelé Pathet-Lao.

De fait, les négociations engagées depuis le 17 octobre entre le Néo-Lao-Haksat et le gouvernement de Vientiane, et qui se poursuivent chaque mardi, semblent suivre les méandres des conversations américano-nord-vietnamiennes. Commencées alors que « la paix était à portée de la main », selon l'expression de M. Kissinger, elles marqueront vite le pas après le rejet par Washington du plan en neuf points. Elles sont, depuis, restées au point mort.

(Lire la suite page 3, 1^{re} col.)

Une grande activité a régné mardi matin 23 janvier au Palais de l'Indépendance à Saigon. M. Thieu a réuni un conseil des ministres restreint, puis son conseil national de sécurité avant de recevoir l'ambassadeur des Etats-Unis. La radio a mis en garde la population contre un excès d'optimisme, déclarant : « Nos victoires militaires contre les communistes ont été dures à obtenir. La lutte politique contre nos ennemis sera plus dure encore. »

Le pouvoir est décidé à user de méthodes extrêmement rudes pour « lutter contre le communisme ». Le correspondant du Washington Post à Da-Nang rapporte que le gouvernement ne permettra pas aux réfugiés de regagner leurs terres, même dans des zones qu'il contrôle. La force sera utilisée le cas échéant. La nourriture sera refusée aux familles « logées » dans des camps si l'un de leurs membres disparaît. Cette mesure touche six cent

quarante et un mille personnes (selon des statistiques américaines) vivant dans des camps et des millions d'autres agglutinées autour des villes. Il reste que la population sera naturellement portée à partir vers les anciens villages, là où sont enterrés les ancêtres. La mesure décrétée par Saigon montre à l'évidence que les réfugiés avaient fui les combats plus que « le communisme » et que le régime n'a aucune confiance en la population.

(Lire la suite page 3, 1^{re} col.)

La mort de Lyndon Baines Johnson

L'ancien président des Etats-Unis, Lyndon B. Johnson, est mort brusquement le lundi 22 janvier, dans l'après-midi, à Austin (Texas), des suites d'une thrombose coronarienne. Il était âgé de soixante-quatre ans. Il avait eu une grave crise cardiaque

en 1955 et de nombreux ennuis de santé au long de sa vie.

La dépouille mortelle de l'ancien chef d'Etat est exposée dans le hall de la Bibliothèque Johnson, située sur le campus de l'université d'Etat du Texas.

La démesure au pouvoir

Par ALAIN CLÉMENT

Le jour où il quitta la Maison Blanche pour céder la place à Richard Nixon et revenir à son Texas natal, en janvier 1969, l'ex-président Johnson assista à un service de l'Eglise chrétienne de Washington (sa « dénomination » d'origine, une secte protestante sans rite ni clergé) pour entendre réciter par l'officiant une prière sortie de la plume présidentielle et qui commençait par ces mots : « Nous venons à Toi le cœur reconnaissant, plein de gratitude pour les jours qui nous ont été impartis et pour les œuvres qu'il nous a été permis d'accomplir ensemble... Puisse-t-on, en tant que nation, ne mériter aucun ennemi, être dignes de tous nos amis, ne jamais cesser nos efforts pour que vienne le jour où l'humanité ne connaîtra jamais plus la guerre. » Dès 1966, M. Johnson priait souvent pour la fin du conflit. Il lui arriva de soupirer devant un de ses intimes : « Il est bien difficile

de savoir ce que le Seigneur veut de moi au Vietnam ! »

D'un homme d'Etat européen ayant sur la conscience les cadavres et les ravages assumés par le président américain sortant, ces dévotions et ces confidences feraient sourire ou passeraient pour un trait d'hypocrisie macabre. Aux Etats-Unis, elles hérisseraient également une partie de l'opinion, non la majorité, qui voyait dans l'établissement de ces débats intérieurs un signe d'authenticité tragique et de véritable humilité devant les décrets insondables d'une Providence qui entretient des « relations spéciales » avec l'Amérique. De plus, la personnalisation inhérente au pouvoir présidentiel, l'accroissement constant de ce pouvoir depuis le New Deal, vécu de bout en bout par M. Johnson, ont fini par créer un vertige.

Une véritable rage

L'« escalade » des fonctions présidentielles en une génération ne pouvait rester sans conséquences. Qu'il se soit trouvé, juste à ce moment-là de l'histoire américaine, un personnage aspirant lui-même au gigantisme historique, tout prêt à consommer l'union d'une mythologie et d'une mythomanie particulière, constitue le phénomène johnsonien dans son essence. Sans doute, on peut-on traiter de « fabulateur » un homme d'Etat disparu sans s'exposer au reproche d'inconvenance. Mais quel simple mortel n'éprouve le besoin d'« en rajouter » sur lui-même et de se proclamer en projetant sa propre légende ? Que ce besoin ait pris chez Johnson des proportions hors du commun est une réalité qui ne contribua pas peu à déconcerter, puis à rebuter ses compatriotes.

Chacun sait que Lyndon Baines Johnson est né, le jeudi 27 août 1908, dans un hameau presque sans nom de l'arrondissement de Gillespie, à proximité d'Austin, la capitale du Texas ; une région aride et ingrate, dénuée de ressources naturelles n'ayant que le charme des broussailles s'étendant à perte de vue dans un paysage de monticules érodés par le vent. Les origines familiales de M. Johnson sont à première vue aussi modestes que celles des habitants de ce demi-désert. Pour la plupart, ses ancêtres sont venus du Sud — Tennessee, Kentucky, Georgie — en quête de travail. Son grand-père maternel et ses frères, orphelins de bonne heure, tentent leur chance comme convoyeurs de bétail. Ils ramassent les bovins des environs en un lieu auquel ils

LE COÛT DU PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE

Une rapide progression des dépenses

Le premier secrétaire du parti socialiste, M. François Mitterrand, le secrétaire général du parti communiste français, M. Georges Marchais, et le président des radicaux de gauche, M. Robert Fabre, ont tenu lundi après-midi une conférence de presse au cours de laquelle ils ont notamment chiffré le coût du programme commun de la gauche.

Durant la première année de la législature, les dépenses du budget de l'Etat et de la Sécurité sociale devraient augmenter de 20 milliards environ. Les sommes nécessaires pour financer les mesures envisagées devraient ensuite passer à 40 milliards en 1975-1976 et à 100 milliards en 1978.

Par PAUL FABRA

L'effort que les chefs des trois partis de l'Union de la Gauche ont fait pour livrer au public le coût de leur programme commun aurait été plus louable si les trois orateurs s'étaient sentis mieux à l'aise en maniant des chiffres que venaient de leur livrer leurs experts, dont certains sont du reste des hauts fonctionnaires actuellement en place Rue de Rivoli.

Certes, l'exercice a ses limites, et M. François Mitterrand est le pre-

mier à les connaître : il n'y attache donc pas plus d'importance qu'il ne faut, l'essentiel se trouvant dans ce que M. Georges Marchais appelle la « profonde cohérence » du programme, cohérence qui, peut-être, elle, reste toujours à démontrer, aussi bien sur le terrain des finances publiques que sur celui de l'économie.

(Lire la suite page 8, 1^{re} col.)

AU JOUR LE JOUR

Réconciliation

Sans minimiser l'importance du traité conclu il y a dix ans par le général de Gaulle et le chancelier Adenauer, il est permis de se demander si le mot de réconciliation n'est pas un peu fort.

Personnellement je n'ai jamais rien eu contre les Allemands, même si à une certaine période de ma vie j'ai souhaité et même aidé la mort d'un certain nombre d'entre eux qui attentaient non seulement à ma vie et à ma liberté, mais encore à l'existence même de tout ce à quoi je tiens. Et il est vrai que j'en ai gardé une certaine défiance des folies meurtrières qui peuvent, à certains moments, s'emparer des peuples, les plus civilisés et les plus séduisants du monde.

Mais l'histoire est ce qu'elle est, et il faut bien vivre. La réconciliation a commencé dès le dernier coup de feu tiré, dès le premier enfant né après l'épouvantable drame. Il devrait toujours en être ainsi. L'essentiel est de se souvenir que l'homme est imprévisible et de se mêler de tous, y compris de soi-même.

ROBERT ESCARPIT.

FRANÇOIS MITTERRAND

la rose au poing

COLLECTION TEXTES POLITIQUES

FLAMMARION

LA MORT DE LYNDON BAINES JOHNSON

La démesure au pouvoir

(Suite de la première page.)

Le père du futur trente-sixième président des Etats-Unis, Sam Ealy Johnson, législateur texan à ses heures, et sa mère, Rebekah Baines, s'essaient à divers commerces, mais vont de revers en revers. Pourtant ils seraient les derniers à se regarder comme des « petits Blancs ». En bons Sudistes, ils ont un arbre généalogique touffu. Il faut lire pour le croire l'attendrissant *Album de famille* compilé par Mme Mère avec l'aide de Juge Moursund, un vieil ami des Johnson, et gérant de leurs intérêts locaux. Ce n'est pas seulement une collection de photos jaunies. Des notices biographiques accompagnent les portraits des vivants et des absents. Elles remontent dans le passé aussi loin que 1398, où un Finley Bunting reçut de Robert III d'Ecosse le domaine d'Airdock, dans le Dumbartonshire. Du côté de sa mère, par l'intermédiaire d'une filiation huguenote, le jeune L.B.J. est lointainement allié aux Churchill : ce va-nu-pieds n'est pas n'importe qui, même si ni l'époque ni l'endroit ne sont propices à monnayer un tel pedigree. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire à sa fierté native.

Les déboires répétés de ses parents et l'instabilité qui s'ensuivent développeront un puissant désir de revanche sur la vie chez le seul fils à avoir vraiment réussi. A partir d'un maigre lopin acheté dans les parages de la pauvre cabane où il vit le jour, Johnson ne cessera d'arrondir et de moderniser un « ranch » spacieux, promu au sort de « parc historique » — sans parler du monumental mausolée de marbre qu'il fera édifier plus tard sur un terrain de l'université d'Etat, à Austin, pour recevoir dans un ordre majestueux les archives de la présidence Johnson. Au total, 50 kilomètres de long consacré au souvenir et à l'exaltation de Lyndon Johnson : aucun de ses prédécesseurs n'avait songé à une immortalisation de cette taille.

Si ces souvenirs d'enfance marqueront profondément Johnson, s'il y puisera abondamment durant son passage à la Maison Blanche pour en nourrir sa rhétorique et l'« image » qu'il transmettra à ses électeurs, ce

n'est pas du Texas qu'il recevra sa formation. Sans doute usera-t-il ses premiers fonds de culotte sur les bancs d'une de ces « one room school » rurales qui, avec les moyens du bord, firent tant pour dégrossir et discipliner la descendance des pionniers. Mais ni l'étude ni l'enseignement ne seront le fort de L.B.J. A quinze ans, il sort du lycée (« high school ») de Johnson-City. Nous sommes en 1924. Il ne trouve pas d'emploi dans les environs (aucun mystère : le Texas de ce temps-là végète dans le marasme). Cinq camarades, dont L.B.J., mettent en commun leurs économies, achètent une vieille Ford et s'enfoncent vers l'Ouest. Il leur faut dix jours pour atteindre la Californie. Pas de grands débouchés là-bas non plus. Le jeune Johnson fait le garçon de café, le laveur de voitures, le grouchilote chez un avocat.

Puis sa mère tente de lui rendre le feu sacré de l'instruction. « Nous étions en mars, reconnaît-il durant un de ses monologues télévisés. Je venais de subir janvier et février en plein air. J'en avais assez de l'hiver texan. Je me rendis à l'école normale de San-Marcos. Le directeur m'offrit de m'inscrire et de me procurer un job qui rapportait 15 dollars par mois. Je commençai en mars 1927. J'en avais fini en août 1930. » Dans l'intervalle, nouvelle interruption : proviseur d'une école publique pour Mexico-Américains, à Cotulla, coin perdu, mais qui paye 125 dollars par mois. Après cet intermède, retour à San-Marcos. Enfin diplômé et à la tête d'un petit magot obtenu en se livrant à de médiocres industries, Lyndon Johnson est envoyé à Houston comme professeur de « diction publique » (public speech). C'est alors qu'il est remarqué par un collaborateur du magnat de l'élevage « King Ranch », Richard M. Kieberg, pour le compte duquel il avait déjà « dragué des suffrages » quelque temps avant parmi un électoral préférant la vénéralité à la famine. Kieberg vient enfin d'être élu congressman. Son agent recruteur propose à M. Johnson de suivre son patron à Washington. Aucune hésitation. Le millionnaire et son adjoint inconnu gagnent en train la capitale. C'était la première fois que Johnson franchissait en chemin de fer les frontières du Texas.

Les années d'apprentissage

Résumons ces années d'apprentissage : errance, en théorie à la recherche d'un « job » stable ; en théorie seulement, parce que dès qu'un travail semble à sa portée il renonce. Resterait-il, comme son frère Sam, un éternel bon à rien, parasite de l'occasion ? Non pas. D'abord, à San-Marcos, à Cotulla, à Houston, il laisse une réputation de « brillant sujet ». Ce n'est pas un tour de force au Texas de ces années-là, mais ce n'est pas rien non plus. Ensuite, ce qui le sauve de la dérive, c'est l'éducation austère et rude qui lui a été inculquée (et qui le met en bonne compagnie : Eisenhower, Nixon, Kennedy auront des parents très dissemblables mais qui ne badineront pas sur certains principes).

Et l'argent ? Il fait très tôt son

apparition dans la carrière de L.B.J., puisque, selon une version différente de la sienne, il serait entré au service de R. Kieberg non sur un coup de chance, mais sur recommandation de l'avocat d'une firme de construction texane, Brown and Root, dont l'expansion suivra fidèlement la courbe de l'astre politique de M. Johnson. Au moment de sa retraite, sa fortune personnelle est appréciable, mais non fantastique. Il en doit le plus clair aux investissements recommandés par sa femme, « Lady Bird » (de son vrai nom de jeune fille Claudia Taylor), qui transformera une dot modique — son père tenait un « magasin général » et possédait quelques biens fonciers — en un solide réseau d'affaires centré autour d'une station

de radio à Austin. Elle n'a sans doute pas été desservie par les relations washingtoniennes de son mari, mais ces « coups de pouce » à distance sont à la fois secondaires et révélateurs. Une fois l'aisance acquise, L.B.J. ne songera pas à se

Renouons le fil chronologique. Premier contact avec Washington en 1931. Retour au Texas en 1933 pour y diriger, sur directive de Roosevelt en personne, la branche locale de la nouvelle agence créée par le « new deal », la National Youth Administration, chargée d'aider les jeunes chômeurs soit à poursuivre leurs études, soit à leur mettre un métier en main : une « guerre contre la pauvreté » en miniature avant la lettre, que M. Johnson conduira avec compétence et compassion. Car s'il sait qu'on n'arrive pas en politique sans relations avec les nantis — et toute son existence il cultivera celles-ci — il a aussi la fibre « sociale ».

Johnson se présente en 1937 à la députation dans la circonscription d'Austin, devenue vacante à la suite du décès de son représentant, James B. Buchanan, un conservateur d'avant le déluge de la grande crise. Le programme johnsonien est simple : soutien inconditionnel à Roosevelt, y compris pour son impopulaire assaut contre la Cour suprême ; jusqu'au-boutisme qui, à défaut de l'affection des électeurs, lui vaut la notoriété qui lui manquaient encore — et la reconnaissance du héros qu'il a défendu dans l'impasse où il s'est fourvoyé. La récompense ne se fait pas attendre. L'année même de ce premier mandat, alors que la tradition du Congrès est d'infliger un long purgatoire aux « bizuths », Roosevelt circonviert le président de la commission des affaires navales de la Chambre — le futur président de la Cour suprême, Fred Vinson — pour qu'il lui ouvre les portes de ce sanctuaire. Il va sans dire que l'expérience maritime de Lyndon Johnson est à peu près nulle. Peu importe. Roosevelt, lui, voit loin. Il est un des rares hommes de cette « lie grandiose » que sont les Etats-Unis à pressentir la montée des périls en Europe. Le pays n'a pratiquement pas de forces armées. Son président sait qu'il lui faudra en très peu de temps mettre les bouchées doubles, lancer des programmes d'armement qui feront frémir non seulement les pacifistes irréductibles, mélange singulier de démocrates de gauche et d'ultra-nationalistes, mais encore les adversaires d'un budget fédéral substantiel, cauchemar de la « libre entreprise » depuis que Roosevelt l'a renfloué.

Un Lyndon Johnson ne s'embarasse pas de ces fantasmes idéologiques. Il est possible que Roosevelt l'ait persuadé que la menace hitlérienne exigeait un réveil patriotique. A son heure, L.B.J. fera grand cas des souvenirs qu'il en a conservés. Pas de nouveau Munich ! Dans l'imédiat, l'urgence coïncide avec l'« expediency » : on va « arroser » ce Texas desséché. Il y pleut des commandes de l'Etat, la Navy, comme plus tard la NASA, découvre les avantages stratégiques du golfe du Mexique. Après quatre ans seulement passés à la Chambre, le député d'Austin croit s'être assez démené pour briguer le siège sénatorial libéré par la mort, le 9 avril 1941, du sénateur Sheppard, qui le gouverneur Lee O'Daniel met à l'encan électoral en décrétant une élection

Le mégalomane

Pourtant, le Johnson qui, toutes portes closes de la somptueuse suite de bureaux qu'il s'est fait aménager au Sénat, se donne ainsi en spectacle au « bon public », est aussi celui qui sait conserver d'étroites relations avec la garde vieillissante du « new deal », pour la plupart des juristes passés au « privé » et qui s'entretiennent fructueusement pour leurs clients avec les fonctionnaires de l'administration permanents. Il s'entourera de leurs conseils et, grâce à eux, étendra son réseau d'obligés et de familiers jusqu'à Wall Street. Le seul milieu qu'il ne songe pas à séduire ou à « soigner » — malgré son épouse, femme remarquable et sortie, elle, non d'un obscur « Teachers College » mais de l'université d'Etat du Texas — est celui de la « communauté académique », selon le vocabulaire américain, avec laquelle son jeune collègue du Massachusetts, le sénateur John Fitzgerald Kennedy, compose peu à peu son équipe.

C'est apparemment sans conviction qu'en 1960 celui-ci cherchera, devant la convention de San-Francisco, à disputer l'investiture démocrate à John Kennedy. Le vieux routier s'efface d'instinct et s'approprie à regagner ce Sénat qu'il ne contrôlera même plus si son parti enlève la Maison Blanche.

C'est alors que se produit ce coup de théâtre aux conséquences immenses : Kennedy propose à Johnson d'être son collègue, et celui-ci accepte. Il est superflu, aujourd'hui, d'épiloguer sur une déclaration des motifs, chez les deux-

Texan conséquent, ferait mieux de se faire oublier. Il faudra attendre 1948 pour que Lyndon Johnson décroche son premier mandat sénatorial.

Pendant la guerre, L.B.J. est l'un des premiers parlementaires à s'engager. Il est rappelé à Washington, F.D.R. ayant « mobilisé » au Capitole les représentants du peuple. Et puis, c'est la mort de Roosevelt, Truman et sa « doctrine », que Johnson embrassera avec la même ferveur que l'anti-isolationnisme rooseveltien. A sa charge ou à sa décharge, il faudra donc retenir comme une des rares constantes de sa carrière l'interventionnisme militant qu'il professera pendant trente ans sous l'impulsion initiale de Roosevelt. Pour le reste, ce qu'il fera de la victoire en 1953, qui le porte à la direction du groupe démocrate au Sénat, n'a pas encore été analysé sérieusement.

La fibre sociale

spéciale le 28 juin. La campagne est réduite à un seul thème : « Tous derrière Roosevelt ! », chargé à fond contre l'« apaisement », l'imprévoyance militaire de l'opinion, le sous-équipement des trois armes, etc. L.B.J. n'en mord pas moins la poussière. Dans ce Texas, qui est encore l'« angle mort du continent nord-américain », où, la panique de 1933 surmontée, le « new deal » est devenu le monstre à deux têtes : le « socialisme » et l'interventionnisme extérieur — donc double ingérence de ce pouvoir central qui, pour un

L'INTERVENTION ARMÉE EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

En avril 1965, Johnson décide une intervention armée massive en République Dominicaine, où un soulèvement militaire et civil réclame le retour au pouvoir de l'ancien président Juan Bosch, ami de Kennedy. Mais les services de renseignements américains affirment que les communistes sont sur le point de prendre le pouvoir. Les historiens feront justice de cette crainte. Pour, dans un premier temps, « protéger la vie des ressortissants américains » et, dans un second, « éviter un nouveau Cuba ». Johnson dépêche des troupes d'élite américaines appuyées par une impressionnante armada.

A la mi-mai, près de quarante mille soldats américains seront à Saint-Domingue, où les constitutionnalistes du colonel Caamaño affrontent dans des combats de rue les forces d'une junte mise en place par les Etats-Unis. Le soulèvement populaire est écrasé. Balaguer, lieutenant fidèle de l'ancien dictateur Trujillo, revient au pouvoir. Mais l'intervention américaine, cautionnée maladroitement par l'Organisation des Etats américains, met Washington en mauvaise posture face à ses partenaires latins de l'O.E.A.

De toute façon, l'euphorie sera sans lendemain. Les gaspillages et l'inflation l'assombrissent bientôt. L'enthousiasme unanime ne dure pas davantage. Le 7 août 1964, à la suite d'incidents nébuleux dans le golfe du Tonkin (mais malheur alors à qui se permet de les qualifier ainsi !), le Congrès adopte une résolution patronnée par Johnson et donnant à l'exécutif carte blanche pour riposter aux « actes d'agression » du Vietnam du Nord. Elle est adoptée par le Sénat par 88 voix contre 2 (hasard ou non, les deux réfractaires n'y siègent plus aujourd'hui) ; par 416 voix contre 0 à la Chambre. En mars 1965, devant la détérioration de la situation sur le terrain, Johnson ordonne aux troupes américaines de participer aux engagements mais il attendra plus de trois mois pour consentir à admettre que la décision a été prise.

Dès lors, c'est l'« escalade » d'un côté, la dégringolade de l'autre. Les manifestations pour la paix au Vietnam — qui n'auront jamais leur contrepartie dans un mouvement pour la « victoire » sur les champs de bataille — se multiplient et s'intensifient. Les membres du gouvernement ne peuvent plus parler en public sans craindre les injures, voire les projectiles. Certains démissionnent, d'autres res-

tent fidèles au poste et au président, mais n'ont pas plus que ce dernier l'idée d'une solution à un conflit de plus en plus vainement « américanisé ». Quant à Johnson, qui, durant la campagne présidentielle de 1964, avait été le cible d'une véritable pornographie politique ultra-réactionnaire, il ne peut plus guère se montrer qu'à la télévision. Une littérature « libérale » et gauchisante toujours plus stridente se déchaine contre lui. Le président-sauveur de 1963-1964 est traîné dans la boue, honni, ridiculisé. Ses répliques sont de plus en plus nerveuses et maladroites. La campagne de 1968 s'annonce sous de noirs auspices. Un outsider, le sénateur Eugene McCarthy, rompt son flegme habituel et remporte une cinglante victoire morale aux élections primaires du New Hampshire. Après d'« hésitations et des années de tâtonnements (il a bien rêvé de la vice-présidence en 1964...), le sénateur Robert Kennedy entre en lice à son tour, et sa cote populaire, avant de l'exposer aux balles de son meurtrier, rejoint bientôt celle du président sortant — et déjà à moitié sorti par les siens. Encore quelques mois, et ce sera à qui, de ceux-ci, revendiquera l'honneur de lui avoir fait lâcher prise... Le 31 mars, Johnson tire les conséquences de ces déflections et déclare à un pays incrédule et soulagé en même temps qu'il ne briguera pas un second mandat. Le voici sur la touche, mais non à la retraite. Il attend la dernière minute pour laisser le candidat, que dans un tumulte historique la convention de Chicago a désigné, le vice-président Hubert H u m p h r e y, changer de cap sur le Vietnam. Dans ses Mémoires, il tentera même d'accréditer l'idée que M. Humphrey aurait battu M. Nixon s'il n'avait eu la « faiblesse », une fois délivré de la tutelle présidentielle, de promettre l'arrêt complet des bombardements du Vietnam du Nord. Pourquoi s'en étonner ? Chasseur maudit et traqué à la fois, Johnson était parvenu à s'identifier tellement à la poursuite indéfinie de la guerre qu'il ordonnait de faire diffuser des listes imaginaires de pays « luttant aux côtés des Etats-Unis ». En juillet 1966, il proposa même à M. Harold Wilson, en vain selon les souvenirs de ce dernier, d'envoyer un contingent britannique, fût-ce « une section de cornemuses écossaises », pour démontrer que les « Alliés » faisaient corps dans la bagarre. Au-dehors comme au-dedans, la cause était entendue. Comme l'écrit Hannah Arendt, le Vietnam « donnait l'incroyable exemple de moyens exorbitants déployés pour atteindre de maigres objectifs dans une région d'intérêt secondaire ».

Le drame de Dallas

Ceux qui ont vécu de près le passage de Johnson à la Maison Blanche ne peuvent oublier le traumatisme quotidien qu'il leur infligea jusqu'au 20 janvier 1969. La postérité éprouvera peut-être pour lui plus de mansuétude que ses contemporains. Il est douteux cependant qu'elle restaure le crédit d'un règne qui, en moins de trois ans, dilapida en horreur, en duplicité, et finalement en incompetence, la confiance accumulée depuis Roosevelt dans une Amérique du gouvernement ne peut-vent plus parler en public sans craindre les injures, voire les projectiles. Certains démissionnent, d'autres res-

survint le drame de Dallas. Avait-on sous-estimé Lyndon Johnson ou s'est-il alors surpassé ? C'est de main de maître qu'il assume la transition et transforme un deuil irréparable en une source d'énergie nationale intarissable. Rarement les Etats-Unis n'ont paru, et à leurs propres vœux tout d'abord, aussi dignes de respect et de confiance. Ce qui s'y écrit alors sur Johnson appartient au genre de la litanie dithyrambique. Il était l'exilé du régime Kennedy. Le voici président intouchable. Pour mettre le comble à ce renversement de fortune, le parti républicain, emporté par une vague de fond d'hystérie suicidaire, oppose à Johnson, aux présidentielles de novembre 1964, le sénateur Barry Goldwater, inoffensif et charmant par-dessus tout le mirage de la publicité et de la polémique déguisée en redoutable va-en-guerre nucléaire. C'est la prévisible débâcle du GOP. Johnson est élu avec quinze millions de voix d'avance sur son faiseur inconscient : plus que Roosevelt au sommet de son prestige. Lyndon Johnson ressuscite. Il a fait mieux que le mentor de sa jeunesse. Il fera mieux que l'homme qui l'avait éclipsé jusqu'à sa fin tragique. Les premiers mois de 1965 sont un des grands moments du réformisme américain. Lyndon Johnson, l'irrésistible, fait voter programme sur programme innovateur par un Congrès qui a mauvaise conscience d'avoir bloqué tous les projets de J.F.K. : abolition des dernières discriminations raciales, aide généreuse à l'éducation, assistance médicale gratuite pour les citoyens de plus de soixante-cinq ans, assortie d'une extension de la dérisoire « sécurité sociale » en vigueur. Oui, beaucoup sera fait, mais en vrac, dans la plus grande fantaisie budgétaire et en contournant savamment les obstacles majeurs, comme le logement, clef d'un début d'intégration raciale.

ALAIN CLÉMENT.

Le dernier message de L.B.J.

(De notre correspondant.)
Washington. — Il faut remonter à Hoover pour trouver dans la lignée présidentielle américaine un personnage aussi contesté. Même au lendemain de sa mort, les passions sont encore sensibles. Les regrets de circonstances sont là, bien sûr. Mais l'impression qu'on retire à les lire de près, c'est « quel grand président il aurait été s'il n'y avait pas eu cette guerre du Vietnam ! » Un peu comme si Lyndon Johnson avait été la plus grande victime d'une guerre qui faisait, il est vrai, partie intégrante de l'héritage Kennedy.

Lyndon Johnson ne le pensait pas, en tout cas, qui a consacré l'essentiel de ses Mémoires à la défense et à l'illustration de sa politique vietnamienne. M. Richard Nixon ne le pense pas non plus, même s'il ne s'est jamais caché pour critiquer la modération dont aurait fait preuve à son avis l'ancien président dans l'escalade militaire. Après avoir souligné « la personnalité unique et le courage inébranlable » de Lyndon Johnson, M. Nixon a

déclaré lundi soir : « De même que les noms de Truman et de Johnson sont liés par la mort, de même je crois que l'Amérique finira par comprendre qu'ils sont liés dans la grandeur. » En matière d'escalade, il est vrai, M. Johnson avait fini par trouver son maître en la personne de M. Nixon, l'homme qui avait, dès 1968, « un plan secret » pour finir la guerre... Mais peut-être M. Nixon n'a-t-il pas tout à fait tort et peut-être l'Amérique finira-t-elle par reconnaître une certaine grandeur à cet animal politique sorti de la pauvreté du Texas. On voudrait cependant dans ce cas qu'il ne s'agisse pas du Vietnam mais de la lutte pour les droits civiques des opprimés, de la lutte contre la pauvreté. Il y avait, bien sûr, de l'opportunisme et de la maladresse dans cette ébauche de « grande société » rêvée par Lyndon Johnson. Mais il y avait aussi un certain courage, une générosité certaine, dans ce Sudiste persuadé au soir de sa vie qu'il était temps d'en finir avec trois siècles de discrimination raciale.

Le drame de Dallas

JACQUES AMALRIC.

PIERRE BILLOTTE
LE TEMPS DES ARMES
PRIX HENRY MALHERBE 1973

« Brillant causeur, le Général Billotte n'est pas moins bon conteur. » LE MONDE
« Voilà qui détruit la légende d'un de Gaulle froid comme le marbre. » CARREFOUR
« Pierre Billotte possède un format historique indéniable. » Une des évasions les plus spectaculaires du siècle. L'AURORA
« Personnage d'exception à la fois par sa qualité intellectuelle et son cran. »
« Le plus précieux des témoignages que nous ayons aujourd'hui sur de Gaulle. » LE JOURNAL DU DIMANCHE
« Fraicheur d'esprit et personnalité. » LE FIGARO
« Lire à tous égards admirable. » LE PARISIEN LIBRE
« Il y a même des généraux courageux. »
« Jamais privilégié, il taquine avec humour panache et pudeur. » L'ESPRESSO
« Enlève à grande allure, le récit est empreint d'une liberté de ton qui en fait tout le prix. » JOURS DE FRANCE
« Dramatique, drôle ou tragique, les souvenirs Johnson ont cela d'être un livre passionnant. »
LA VIE CATHOLIQUE
« Roman d'aventures, western des temps modernes. » LIBERATION CHAMPAIGNE

PLON